



# République centrafricaine

## Résumé du rapport AADPD@10

### CONTEXTE

En 2022, la République centrafricaine comptait une population totale de 6,1 millions d'habitants, avec un taux de croissance démographique de 2,5 %. Cette croissance, combinée à d'autres facteurs, risque de rendre encore plus difficile la satisfaction des besoins dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, du logement, de l'eau et de l'assainissement. La fécondité est élevée et en forte augmentation, passant d'une moyenne de 5,1 enfants par femme en 2003 à 6,4 en 2019. Le niveau élevé de la fécondité et son calendrier à la fois précoce et tardif soutiennent les niveaux élevés de morbidité et de mortalité maternelles et infantiles qui sont observés dans le pays. La mortalité infantile était de 65 %, tandis que la mortalité infanto-juvenile était de 99 % en 2019. L'espérance de vie à la naissance était de 53,3 ans en 2020. En 2021, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la République centrafricaine s'élevait à 2 516 milliards USD selon la Banque mondiale, avec un PIB par habitant de 461,14 USD. En 2022, une croissance économique modeste de 0,5 % a été enregistrée.

### TENDANCES ET CHANGEMENTS DE POLITIQUES

PILIER	2014/2017	2018/2023
<b>Pilier 1 : Pauvreté et Égalité</b>		
% de la population vivant avec moins de 1,90 \$ par jour	-	68,80
Parité fille/garçon dans l'enseignement secondaire	-	-
% de femmes au Gouvernement	14	21,87
% de femmes au Parlement	8,85	12,14
<b>Pilier 2 : Santé</b>		
Prévalence de la contraception moderne (%)	-	14,40
Besoins non satisfaits en planification familiale (%)	-	30
Ratio de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes	829	835
Assistance à l'accouchement par du personnel qualifié (%)	52	88,28

**Pilier 3 : Habitat et Mobilité**

% de la population vivant dans des bidonvilles	-	-
% ayant accès à de l'eau potable	6,18	58,2
% ayant accès à l'électricité	-	10,1

**Pilier 5 : Données et Statistiques**

Nombre de recensements effectués	0	0
Nombre d'enquêtes nationales effectuées	1	1

**Pilier 1 : Pauvreté et Égalité**

La République centrafricaine a enregistré des progrès politiques, notamment dans l'élaboration et le renforcement des lois, des politiques et des programmes visant à protéger les droits des personnes, à éradiquer la pauvreté, à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, à lutter contre les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes (mariage d'enfants, mutilation génitale féminine, etc.), l'éducation et l'emploi des jeunes. Des efforts accrus pour réduire la pauvreté, renforcer l'autonomie économique des femmes et promouvoir leur accès à l'éducation et aux postes de décision seront essentiels pour créer un impact durable.

**Pilier 2 : Santé**

En République centrafricaine, la prévalence de la contraception moderne est faible (14,40 % en 2019) et les besoins non satisfaits en matière de planification familiale moderne pour l'espacement des naissances demeurent élevés (30 %) ; d'où la nécessité d'améliorer l'accès aux services de planification familiale. Il faut souligner que depuis 2022, le pays a non seulement créé une ligne budgétaire pour l'achat des produits contraceptifs, mais a également signé un compact dans le cadre du programme supplies. Il existe une volonté politique affichée au plus haut niveau de l'État, à l'instar des Dix domaines d'impulsion présidentielle pour la couverture sanitaire universelle. L'amélioration de l'accès aux services de santé maternelle et reproductive et la sensibilisation à l'importance de la planification familiale sont essentielles pour améliorer la santé des femmes en République centrafricaine. Des politiques proactives, des

investissements accrus dans les soins de santé et la sensibilisation de la communauté sont essentiels pour garantir des progrès significatifs.

**Pilier 3 : Habitat et Mobilité**

Le pays est confronté à des problèmes de sécurité qui génèrent des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), dont le nombre est estimé à 474822 en 2023. Pour améliorer cette situation, des changements politiques, y compris des politiques d'urbanisation et de développement, sont essentiels pour garantir un accès adéquat à l'eau potable et à l'électricité pour tous. Il convient de noter que la RCA a développé des politiques migratoires dans le cadre de la zone de libre-échange intercontinentale (ZLECAF), ce qui lui permet de maximiser les avantages de la migration internationale conformément aux accords de libre circulation.

**Piliers 4 à 6 : Gouvernance, Données et Statistiques, Partenariats et Coopération Internationale**

La République centrafricaine a réalisé des progrès remarquables en matière de gouvernance, grâce à des réformes visant à renforcer la transparence et la responsabilité au sein de ses institutions. Des efforts importants restent à faire, notamment l'organisation du quatrième recensement de la population et de l'habitation et la réalisation d'analyses approfondies pour améliorer la collecte et l'analyse des données et des statistiques afin de jeter des bases plus solides pour une prise de décision éclairée. En ce qui concerne les partenariats internationaux, des politiques stratégiques ont été mises en place pour consolider la collaboration et encourager

les actions conjointes en réponse aux grands défis socio-économiques. Ces progrès témoignent d'un engagement croissant en faveur d'une gouvernance plus responsable, d'une plus grande utilisation de données précises pour orienter les politiques et d'une coopération internationale active pour stimuler le développement durable.

### **AADPD et Dividende démographique**

Soutenu par une fécondité très élevée (6,4 enfants par femme en 2019), le rapport de dépendance démographique de la République centrafricaine était de 86 % en 2020. En revanche, on observe une réduction de la mortalité infantile (65 % en 2019). Des efforts ont été faits pour renforcer le système éducatif, notamment par la création de centres de formation technique et professionnelle. Des emplois ont été créés entraînant une baisse du taux de chômage. Ces progrès significatifs, combinés à des initiatives d'amélioration de la gouvernance, ont stimulé la création de richesses et ouvert de nouvelles perspectives. Des investissements importants pour améliorer l'accès à la contraception moderne et réduire la mortalité maternelle sont indéniables pour tirer profit d'un dividende démographique.

## **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

En République centrafricaine, on note une pauvreté persistante, des taux de mortalité maternelle et infantile élevés et un accès limité aux services essentiels tels que l'eau potable. Malgré certains progrès, des efforts considérables sont encore nécessaires. La stabilité politique et la bonne gouvernance sont cruciales pour la réussite de ces initiatives.

Il est essentiel de renforcer les politiques visant à réduire la pauvreté et à promouvoir l'éducation, l'accès à l'eau potable et la santé maternelle. Des investissements dans la planification familiale et dans l'autonomisation économique des femmes sont requis pour améliorer les indicateurs de santé maternelle et infantile. Les politiques d'infrastructures et d'urbanisation doivent également être renforcées.

